



**HAL**  
open science

## Trop d'argent dépensé dans les banlieues ?

Thomas Kirszbaum

► **To cite this version:**

| Thomas Kirszbaum. Trop d'argent dépensé dans les banlieues ?. 2020. hal-03088466

**HAL Id: hal-03088466**

**<https://hal.science/hal-03088466>**

Submitted on 26 Dec 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Fermer

## THE CONVERSATION

L'expertise universitaire, l'exigence journalistique



Jammeh Diangana et Chloé Jouannet, acteurs du film 'Banlieusards' de Kéry James, qui traite du système d'inégalités structurelles propres à la 'banlieue'. Allociné/John Waxxx/Netflix

## Fact check : « Trop d'argent dépensé dans les banlieues » ?

6 janvier 2020, 19:32 CET

La litanie des plans gouvernementaux pour les banlieues annoncés au fil des décennies a ancré l'idée selon laquelle les quartiers dits prioritaires bénéficiaient d'un traitement de faveur par rapport à d'autres territoires.

Mais contrairement à ce que pourrait laisser croire un discours insistant sur « les milliards déversés dans les banlieues », les quartiers visés par la politique de la ville n'ont de prioritaires que le nom. Revenons sur les chiffres et les arguments présentés.

### 8 euros mensuels par habitant

Les crédits de l'État du programme 147 « politique de la ville » s'élèvent à 498 millions d'euros dans la loi de finances pour 2020, soit 0,13 % du budget de l'État. Alors qu'environ 5 millions d'habitants résident dans les quartiers concernés, cette dotation représente de l'ordre de 8 euros mensuels par habitant.

Si l'on ajoute les dotations de péréquation, c'est-à-dire les mécanismes de redistribution au bénéfice des communes défavorisées, les dépenses fiscales associées à la politique de la ville ainsi que les

### Auteur



#### Thomas Kirsbaum

Chercheur associé à l'Institut des Sciences sociales du Politique, Université Paris Nanterre – Université Paris Lumières

contributions à la rénovation urbaine, l'effort est déjà plus conséquent, mais il reste inférieur à 1 % du budget de l'État.

Fort heureusement pour leurs habitants, l'essentiel des ressources publiques mobilisées en faveur des quartiers ciblés par la politique de la ville provient d'autres secteurs de l'action publique, à commencer par les budgets de la protection sociale qui ne sont pas indexés sur l'appartenance territoriale.

## **Des moyens qui corrigent à la marge un système structurellement défavorable**

La connaissance des moyens dits de droit commun mobilisés par l'État et les collectivités locales en faveur de ces quartiers reste lacunaire. À l'instar d'un récent rapport parlementaire sur l'action de l'État en Seine-Saint-Denis, de nombreuses études (voir le rapport précité de l'Assemblée nationale) ont néanmoins montré que les budgets de la politique de la ville étaient bien trop limités pour compenser les inégalités de traitement résultant des autres politiques publiques.

Les moyens de la politique de la ville corrigent tout au plus à la marge un système d'allocation des ressources publiques structurellement défavorable aux banlieues populaires. Une analyse purement comptable ne préjuge guère au demeurant de l'usage effectif de ces ressources par les habitants, dans un contexte de non-recours aux droits et de possible inadéquation entre l'offre institutionnelle et la demande des habitants.

---

***À lire aussi : Mesurer le non-recours pour éviter de dépenser « un pognon de dingue »***

---

## **Le mythe de la banlieue « tonneau des Danaïdes »**


La prétendue « discrimination positive » au bénéfice des habitants des banlieues populaires tient davantage de la fake news que d'une réalité attestée par les travaux scientifiques et d'évaluation.

La propagation du mythe de la banlieue devenue un « tonneau des Danaïdes » pour les finances publiques traduit en fait une profonde délégitimation de la politique de la ville, comme nous le montrons dans un article à paraître en janvier 2020 avec Renaud Epstein, « Ces quartiers dont on préfère ne plus parler. Les métamorphoses de la politique de la ville (1977-2018) », *Parlement(s) : Revue d'histoire politique*.

Cette délégitimation s'inscrit dans le contexte de mise en concurrence systématique des banlieues populaires avec les territoires de la France dite périphérique, popularisée par Christophe Guilluy. Sa vision binaire et simpliste des dynamiques territoriales et des divisions sociales de l'espace a installé l'idée selon laquelle les minorités ethniques ou raciales des centres urbains bénéficieraient d'un traitement plus avantageux que ceux de la « France périphérique », vaste conglomérat rassemblant indistinctement les espaces ruraux, le tissu périurbain et les villes moyennes, dont les problématiques

ont été mises en lumière par le mouvement des « gilets jaunes ».

Alors qu'elle est sous-dimensionnée pour répondre aux enjeux de la ségrégation urbaine, la politique de la ville est ainsi devenue le bouc émissaire d'une rhétorique identitaire qui mobilise des catégories territoriales pour parler d'enjeux raciaux.

 [budget](#) [banlieues](#) [fake news](#) [discrimination raciale](#) [désinformation](#) [quartiers populaires](#) [politiques publiques](#)  
[infox](#) [Fact check FR](#)